

► MENACES

PORTRAIT-ROBOT D'UN FILS DE TWEET

Les réseaux sociaux continuent à relayer les appels à des attaques physiques contre le journal, le forçant parfois à porter plainte. Derrière l'anonymat du clavier et du pseudonyme, on trouve des militants d'extrême droite, mais surtout ceux qui se rêvent en vengeurs d'une religion, l'islam, que Charlie détesterait.

Désormais, on vit en tribu. On ne pense plus qu'en référence à un groupe. Donc, quand Charlie s'en prend au totem du groupe (il n'en épargne aucun), chacun se sent visé. Eh oui, en novembre 2017, on a reçu des menaces après une couverture sur la maladie de Johnny Hallyday! Dérision, satire, caricature ne font pas partie du vocabulaire de ces gens qu'on imagine cognant aussi bien pour un regard de travers que pour un « tu insultes ma mère ».

Cela étant, c'est en août 2016, quand le journal a fait sa « une » en représentant deux musulmans dotés des signes extérieurs de la pratique religieuse, dénudés sur une plage, qu'une vague d'appels à l'attentat s'est déclenchée. Dans ces incitations au meurtre, une constante : le vocabulaire réduit au strict minimum, preuve d'un niveau intellectuel issu de deux neurones qui ne se connectent pas. Le raisonnement est le même que depuis 2015 : vous avez attaqué « l'islam », donc vous avez « bien mérité » ce qui vous est arrivé et, en plus, vous en « redemandez ». « Ne vous plaignez pas », « vous l'avez cherché » reviennent en boucle. Le mot « pute » aussi, qui en langage de la cité, car c'est de cela qu'il s'agit, sert à ostraciser celui ou celle qui enfreint la loi du groupe ou s'en prend au caïd de l'endroit. Avec « pute » (variante pour désigner notre équipe : « Fils de... ») vient souvent le verbe « pleurer ». Vous avez pleuré après le 7 janvier, vous allez encore pleurer une fois qu'un nouvel attentat sera survenu. Les deux termes, reliés, témoignent d'une obsession de la virilité chez ces profils de petits chefs : un sentiment de force (le vrai homme ne pleure pas), une volonté d'humilier (celui qu'on va « faire pleurer ») et de rabaisser (Charlie est une « bande de clowns », terme omniprésent).

Une des caractéristiques saillantes des messages est que celui qui écrit utilise souvent le « nous » : il croit parler au nom d'une communauté. Son nom ou son pseudonyme indiquent majoritairement une identité ou une identification « musulmanes ». Pas tou-

jours : nous avons aussi un nom basque, un « Alex de Marseille », un « Guillaume de Lyon », un Suisse au nom bien alémanique. Et les références strictement religieuses au Coran ou à un cheikh sont, et c'est remarquable, extrêmement peu nombreuses : un seul message se terminant par « vive l'islam », un autre, tellement culte qu'il faut le citer en entier, se conclut par « y'a des rebeux qui répondent pas aux salam, esquive la religion, sont Charlie et ils me disent, "on me dit francisé parce que j'ai fait des études". Baisez vos mère un peu ». Bref, c'est l'islam pour les sous-doués.

Cela change quelque peu après la couverture consacrée à Tariq Ramadan et à sa turgescence. Elle incite un barbu du Val-d'Oise, fan de rap, à nous envoyer ce charmant message : « Maudit soit Charlie et ses alliés. » Et une « Fatma » au nom de famille turc à nous avertir : « La prochaine fois, on vous égorge. » Plus élaborée, la version de « Momar », pour qui notre « unique dessein [est] d'anéantir une religion noble » et qui parle de « Tariq » comme s'il le connaissait personnellement, avant de conclure : « Faites encore du tort à notre religion et ce qui vous arrivera vous surprendra encore. »

Aucune équivoque cette fois-ci : les auteurs des messages n'hésitent pas à accompagner leurs mots des hashtags « islam » ou « allah », et à en appeler directement à l'intervention divine pour nous « foudroyer ». Un internaute ose même invoquer à l'appui de ses menaces des paroles de Booba : « T'as mal parlé, tu t'es fait foudroyer, c'est ça la rue. » C'est d'ailleurs celle-ci qui semble être le vrai territoire des auteurs de menaces, plutôt que la sphère des controverses théologiques, et on doit même douter qu'ils aient lu la moindre ligne de Tariq Ramadan. Il n'empêche, à l'heure où n'importe qui peut faire un carnage en allant au magasin de bricolage du coin ou en achetant sa kalach comme on achète sa barrette de shit, toutes les menaces doivent être prises au sérieux. Même celles des plus débiles.

Jean-Yves Camus

► À LA MANIVELLE
GÉRARD BIARD

BLINDÉ OU PLOMBÉ IL FAUT CHOISIR

« Vigilants ensemble. » Il arrête ce conseil de bon sens placé dans les transports en commun ne suffise pas à ramener la sérénité d'une rédaction de journal satirique. On est parfois obligé de l'accompagner d'un autre autocollant, avec ou sans lapin, disant : « Attention, si tu lèves les doigts dans la porte blindée, de te faire pincer très fort. » Comme vous en êtes sans doute rendu compte à la lecture du récit de Fabrice Nicolino ci-contre, le quotidien à Charlie Hebdo est peu changé depuis trois ans. Travail et vivre sous protection, à la fois publique et privée, implique un certain nombre de contraintes. Mais cela conduit à se confronter à quelques paradoxes et interrogations.

Qui aurait imaginé, il y a quelques années, que la police protégerait des membres de Charlie Hebdo, fondé en 1969 pour contourner une interdiction prononcée par le ministère de l'Intérieur et que la rédaction d'un journal historiquement pacifiste et anti-militarisme travaillerait au milieu d'armes de toutes tailles et de tous calibres ? Sommes-nous devenus, sans le vouloir, des sociologues traités à la cause ? On peut bien se poser une autre question : qui aurait imaginé qu'un policier perdrait un jour la tentante de défendre celle du directeur de Charlie Hebdo ? C'est aussi ce qui est arrivé le 7 janvier 2015. Non, ça n'est simple depuis trois ans...

Des journalistes menacés de mort par leurs écrits, des dessinateurs frappés de fatwas pour des caricatures jugées impies et blasphématoires, on en a vu de toutes les couleurs, hélas partout dans le monde, et la situation n'est pas à la hausse. Des journalistes dessinateurs par l'État afin

puissent continuer à s'exprimer beaucoup plus rare. En gros, ça ne change que dans les démocraties. Et en condition qu'elles ne soient pas trop ultralibérales, auquel cas d'après la jurisprudence « l'État ne peut pas qui s'applique, ni trop corrompu ».

Pour autant, il n'est pas normal dans une démocratie, en temps de paix, un journal satirique, un journal d'information, un journal de distraction, n'importe quel journal, soit contraint de vivre sous protection, qu'elle soit privée ou publique. C'est même scandaleux, car cela signifie la liberté de la presse n'est pas

► LA GRANDE FROUSSE. TINTIN SIGOLÈNE VINSON